



Pays-Basque, le 24/01/2019

Suite aux annonces du préfet détaillant le dispositif de sécurisation mis en place à Biarritz du 24 au 26 août, la plateforme G7-EZ tient à réagir :

Au nom d'un forum de discussions, qui n'a aucune légitimité, qui n'est reconnu par aucune organisation internationale et qui n'a jamais amélioré le bien-être des peuples du monde, notre territoire va devoir endurer des restrictions sans précédent. Afin de protéger le spectacle de quelques personnes qui veulent diriger le monde, l'Etat va opprimer des dizaines de milliers de personnes et la population du Pays-Basque va subir un véritable régime d'occupation.

La liberté de circulation, article 13 de la Déclaration Universelle des Droits l'Homme dont les participants du G7 se font les grands défenseurs, sera pleinement bafouée.

Il sera tout simplement interdit de circuler sur l'espace public. Interdit de se baigner sur les plages de Biarritz, de surfer, de se promener en front de mer, du port des pêcheurs au phare. Cette zone sera réservée aux « puissants » conformément aux souhaits du Président des Riches : E. Macron qui, après avoir reçu les grands dirigeants d'entreprises au château de Versailles souhaite recevoir ses homologues dans la cité « impériale » de Biarritz.

Alors que la liberté de manifester est un droit constitutionnel martelé à longueur de journée par nos dirigeants, plusieurs sources évoquent une interdiction de manifester dans tout le département des Pyrénées-Atlantiques et dans le sud des Landes. Cette mesure est une attaque en règle aux principes de la démocratie et n'est pas digne du « pays des droits de l'Homme ». De plus, cette interdiction démesurée ne permettra pas l'organisation d'une manifestation sécurisée et, de ce fait, favorisera les conditions d'un trouble bien plus grand. La réponse sécuritaire au mouvement pacifique des gilets jaunes augure d'une répression terrible et sans limite des forces de police. Combien de mains arrachées et d'œils crevés seront comptabilisés au soir du 26 août ? Voire pire...

Par ailleurs, le G7 est vendu comme une chance pour le développement du Pays-Basque mais ce ne sont pas les membres des délégations qui vont développer le commerce local. On peut légitimement douter que les commerçants biarrots y trouvent leur compte.

Enfin, la continuité des services publics de la ville de Biarritz est gravement menacée puisque la mairie de Biarritz incite d'ores et déjà ses employés à prendre des congés durant la période du G7. Les services techniques de la ville de Biarritz ne pourront plus effectuer leurs missions de service public. C'est donc toute la population biarrote qui sera pénalisée.

Pour toutes ces raisons, la plateforme G7-EZ s'oppose à cette véritable prise en otage de la population et sollicite un rendez-vous rapidement avec M Veunac, maire de Biarritz.

Nous invitons toutes les associations, mouvements organisations syndicales ou politiques à protester contre l'organisation du G7 et à rejoindre la plateforme G7EZ ! Nous appelons également toutes les personnes d'ici ou d'ailleurs qui partagent notre critique du G7 et de son monde à se mobiliser pour rassembler le maximum de forces en août 2019 à Biarritz.

G7 EZ !

Plateforme Pays Basque

non au G7, pour un autre monde

www.g7ez.eus – info@g7ez.eus